

# MENTIONS LEGALES

Dernière mise à jour le 1 avril 2022

**Le contenu des présentes mentions légales vise à informer tout utilisateur des sites visés**

**ci-dessous , appartenant et gérés par Droits et Libertés a.s.b.l., notamment :**

- **des conditions d'utilisation desdits sites internet,**
- **de la manière dont les données à caractère personnel sont collectées et traitées,**
- **des raisons de cette collecte de données ainsi que des droits des utilisateurs quant aux données transmises,**
- **des droits intellectuels attachés à toutes les informations reprises sur les sites internet,**
- **des informations pour la protection des consommateurs lors de la souscription ou l'utilisation de tout produit ou service.**

## 1. GENERALITES

### Sites internet concernés

Les sites internet ci-après ont été édités, depuis 2014, par la S.R.L. Actualités du Droit Belge et, **à partir du 1 avril 2022, repris par l'ASBL Droits et Libertés,** reprise sous le BCE 0758 745 183 ; cette dernière œuvrant notamment pour l'accessibilité de l'information juridique pour tous.

Ces sites sont les suivants :

- [www.actualitesdroitbelge.be](http://www.actualitesdroitbelge.be) – Pour la Belgique
- [www.actualitesdroitohada.com](http://www.actualitesdroitohada.com) – Pour l'espace de l'OHADA (En Afrique)

Le site [www.droits-libertes.be](http://www.droits-libertes.be) a été réalisé lors de la création de l'association Droits et Libertés en date du 20 novembre 2020 et géré directement par cette dernière depuis sa création.

## **Les coordonnées**

Droits et Libertés a.s.b.l. (Association sans but lucratif)

Responsable : Brigitte Bonfiglio

Avenue de Tervuren, 186 – Bte 11 à 1150 Bruxelles

Email: actualitesdroitbelge@gmail.com

BCE 0758 745 183

## **Différends - Droit applicable – Compétence juridictionnelle**

Droits et libertés est une association sans but lucratif qui œuvre notamment pour l'accessibilité de l'information et notamment juridique pour tous.

N'étant actuellement par subsidiée par les autorités publiques, Droits et Libertés ne dispose pas de moyens matériels et de ressources financières suffisantes pour réactualiser les articles juridiques existants, ni de pouvoir enrichir les sites de contenus et ce, au regard de nombreuses actualités juridiques.

C'est ainsi que, pour attirer la vigilance des utilisateurs, la date de publication des articles est mise en avant. Par ailleurs, le contenu des articles est donné à titre purement informatif et ne peut, en aucune manière, remplacer la consultation d'un spécialiste du droit.

S'il devait naître un différend, malgré les présentes mentions légales très explicites, accessibles en permanence sur les sites internet susmentionnés, les règles suivantes s'appliquent :

(L'utilisation des sites internet concernés a, pour conséquence, notamment l'acceptation des conditions générales d'utilisation et de toutes les autres règles figurant dans le présent document.)

- 1. Droit applicable** : Droit belge
- 2. Différends – Tribunaux de Bruxelles**

En cas de différends généralement quelconque, les parties en litige devront tenter, préalablement à toute saisine de juridiction, de résoudre leur différends amiablement. S'il devait apparaître une impossibilité objective de trouver une solution négociée, la partie la plus diligente pourra, à ce moment-là, saisir les tribunaux de Bruxelles, seuls compétents territorialement pour statuer sur ledit différend.

Il y a lieu de préciser, qu'en tout état de cause, toute utilisation des sites internet visés, de quelque manière que ce soit ou sous quelque forme que ce soit et notamment la navigation sur les sites internet visés plus haut de Droits et Libertés a.s.b.l. emporte acceptation non seulement des conditions d'utilisation ainsi que de la politique de protection des données personnelles contenues dans le présent document.

## 2. CONDITIONS D'UTILISATION

### Informations publiées

Toutes les informations figurant sur ces sites ( Textes, vidéos ou autres ) sont des données à caractère **purement informatif et indicatif**.

Ainsi, elles **n'engagent aucunement l'association Droits et Libertés a.s.b.l.**, ses mandataires, ses rédacteurs, son personnel, ses partenaires externes ou internes, ni même un tiers quelconque.

Ainsi, l'utilisation des informations reprises dans les sites de Droits et Libertés emporte renonciation à mettre en cause, de quelque manière que ce soit ou sous quelque forme que ce soit, la responsabilité de Droits et Libertés, ses mandataires, rédacteurs, ses partenaires ou tout tiers quelconque.

De plus, les informations à caractère juridique sont des données d'ordre général. Elles ne peuvent être considérées comme des consultations, ces dernières étant par nature personnalisées et actualisées.

Nous ne pouvons garantir l'actualisation de tous les articles, étant limité financièrement pour ce faire. Il vous appartient d'être attentif à la date de publication sur le site internet afin d'en apprécier son utilisation éventuelle.

Si un article a été actualisé en tout ou en partie, la date d'actualisation est clairement mentionnée dans le corps du texte.

Droits et Libertés a.s.b.l. est donc exonérée de toute responsabilité pour tout dommage causé par des informations fournies par les sites internet visés plus haut.

Les informations figurant sur ce site ont une vocation générale de réflexion et d'enseignement et qui, dès lors, ne peuvent remplacer en aucune manière la consultation d'un spécialiste.

**Pour une information précise, complète et actualisée**, vous êtes invités à prendre contact avec un spécialiste de la matière considérée, en vue de fixer une consultation spécifique à cet égard.

Droits et Libertés a.s.b.l. n'est pas responsable du contenu de sites internet externes qui seraient accessibles via nos sites internet, ni de leur pratique.

Aucune information publiée sur nos sites internet ne peut constituer une garantie ou créer une obligation dans le chef de Droits et Libertés, de ses mandataires, de ses rédacteurs, de ses partenaires ou tiers quelconque.

En cas de différends, malgré le fait que les sites soient consultables dans tous les pays, **c'est la loi belge** qui trouvera à s'appliquer et les **tribunaux de Bruxelles sont territorialement seuls compétents**.

### **Conception et réalisation des sites internet**

Les sites internet visés plus haut ont été réalisés par Nicolas VANDE PITTE inscrit à la BCE sous le numéro 0655. 833. 034, dont ses bureaux sont situés sis Avenue des Ortolans, 55 à 1170 Bruxelles.

### **Hébergement du site**

L'hébergement des sites sont les suivants :

- [www.actualitesdroitbelge.be](http://www.actualitesdroitbelge.be)
- [www.actualitesdroitohada.com](http://www.actualitesdroitohada.com)

est assuré par OVH dont les bureaux sont établis sis 2 rue kellermann BP 80157 59053 ROUBAIX CEDEX 1 – France sous le numéro FR 22-424-761-419

L'hébergement de [www.droits-libertes.be](http://www.droits-libertes.be) est assurée par l'entreprise WIX.com LTD dont les bureaux sont établis 40 Namal Tel Aviv, 6350671 Israël, repris sous le numéro de TVA EU442008451

## Droits intellectuels

Droits et Libertés a.s.b.l. dispose de tous les droits liés sur ces sites internet ou tout autre support, en ce compris l'intégralité de son contenu, protégé par les différentes dispositions gardiennes des droits intellectuels qui existent en droit positif belge et international relative à la propriété intellectuelle.

Ainsi, toute utilisation partielle ou totale du contenu des sites internet nécessite une autorisation écrite préalable de Droits et Libertés a.s.b.l.

Le contenu de ces sites peut cependant être mobilisé par citation, sous forme d'extrait, moyennant la mention complète des sources en la forme correspondant aux usages en la matière.

Par exemple, en matière de fiche pratique, pour une citation sur du papier: Actualités du Droit Belge, « Le licenciement pour motif grave », *in Actualités du Droit Belge* (<http://www.actualitesdroitbelge.be/>), *Droit du travail, Fiches Pratiques*, 17 octobre 2014

Ou, en matière de jurisprudence, pour une citation électronique : Actualités du Droit Belge, « Cour constitutionnelle: arrêt n° 84/2014 du 22 mai 2014 », *in Actualités du Droit Belge, Droit Immobilier, Jurisprudence*, 5 juin 2014, <http://www.actualitesdroitbelge.be/droit-immobilier/droit-immobilier-jurisprudence/jurisprudence-en-droit-belge---bail---cour-constitutionnelle-arret-du-22-mai-2014/le-renouvellement-du-bail-commercial#start>.

### **3. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les informations figurant dans le présent document vise à vous indiquer la manière dont Droits et Libertés a.s.b.l. traite vos données personnelles en tant que visiteurs des sites internet ou en tant que membres.

Par ailleurs, Droits et Libertés a.s.b.l. s'engage à protéger vos données personnelles et à ne les utiliser que, conformément aux présentes clauses contractuelles et ce, dans le respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles dont notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à

caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et la loi 30 JUILLET 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

### **Catégories de données traitées**

Droits et Libertés a.s.b.l. peut traiter des données diverses vous concernant telles que notamment votre adresse IP, le système d'exploitation de l'appareil que vous utilisez pour accéder à nos sites internet et des données récoltées à l'occasion de votre navigation sur nos sites internet.

Dans ce cas de figure, les données récoltées sont anonymes, c.à.d. qu'il nous est impossible d'identifier la personne en tant qu'utilisateur des sites internet.

De plus, l'objectif poursuivi dans le traitement de ces données vise à permettre l'analyse du trafic sur les sites internet et ce, afin de voir comment les utilisateurs arrivent sur nos sites internet et de quelle manière parcourent-ils ceux-ci.

Le but étant d'améliorer l'utilisation du site et ce, pour les prochains utilisateurs afin de performer dans l'accès aux informations recherchées.

Par ailleurs, les données transmises pour souscrire à un service ou adhérer à une activité ou autres en tant qu'internaute et/ou membre serviront à des fins administratives (Établissement de factures, reçus ou autres) ou pour permettre à la personne (qui souscrit ou adhère) à accéder soit à des services intégrés au service souscrit, soit à des services intégrés à une activité ou autres lors d'une adhésion.

### **Communications de données à des tiers**

Droits et Libertés a.s.b.l. dispose de la possibilité de transférer vos données personnelles à des sous-traitants et ce, en vue de son hébergement.

La liste des sous-traitants ainsi que le pays dans lequel ils sont localisés sont disponibles à votre demande.

## Cookies

Un cookie est un fichier texte stocké sur un appareil mobile ou ordinateur et ce, lors de l'utilisation de nos sites internet par un internaute.

Il y a deux types de cookies disposant de rôles différents suivant les cas :

- Les cookies temporaires sont ceux qui sont actifs uniquement le temps de consultation de nos sites internet et sont automatiquement supprimés lorsque l'utilisateur ferme le navigateur.
- Les cookies permanents sont ceux qui demeurent installés dans le disque dur après la clôture une session. Ces cookies sont purgés automatiquement après une certaine durée mais dans tous les cas, peuvent être supprimés manuellement.

Comme expliqué plus haut, l'utilisation des cookies vise à analyser le trafic sur le site internet et ce, afin d'en améliorer son utilisation par les prochains utilisateurs.

L'utilisation de tels cookies ne peut s'opérer qu'après avoir pu recueillir le consentement préalable de l'utilisateur par une bannière qui s'affiche dès qu'un utilisateur accède au site internet. Une trace de ce consentement est ainsi stockée dans le navigateur de l'utilisateur et dans l'hypothèse où telle n'est pas le cas, la bannière comportant les cookies en vue de recueillir le consentement de l'utilisateur apparaîtra à nouveau en vue de solliciter son consentement.

## Droits des personnes concernées

En vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'utilisateur et/ou le client ou membre de Droits et Libertés a.s.b.l. dispose des droits suivants :

- Le **droit d'accès** à ses données personnelles  
Vous avez le droit de demander si vos données sont utilisées et d'en avoir une copie.
- Le **droit de rectification** de ses données personnelles  
Si les informations recueillies sont inexactes ou incomplètes, vous avez le droit qu'elles soient complétées ou corrigées.

- **Le droit d'opposition**  
Sous certaines conditions, vous avez le droit de vous opposer à l'utilisation de vos données personnelles.
- **Le droit d'effacement**  
Vous avez le droit de demander l'effacement de vos données personnelles sauf exceptions prévues par la loi en cette matière.
- **Le droit à la limitation du traitement**  
Lorsque vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel pendant une durée permettant au SPF de vérifier l'exactitude de vos données. Il y a des cas où ce droit ne s'applique pas.
- **Le droit à la portabilité**  
Le droit de demander que vos données personnelles vous soient transmises

Pour l'exercice de vos droits à cet égard, il y aura lieu de nous écrire à l'adresse email suivante : [info@droits-libertes.be](mailto:info@droits-libertes.be)  
Une copie de votre carte d'identité doit être jointe à votre demande.

#### **4. SOUSCRIPTION OU UTILISATION DE TOUT PRODUIT OU SERVICE**

##### **Informations pour la protection des consommateurs**

- a. **Droit applicable** : Droit belge
- b. Les **tribunaux de l'ordre judiciaire de Bruxelles**
- c. **Informations pour la protections des consommateurs**

Les **services sont, en principe, gratuits** sauf stipulation contraire spécifiée dans le service ou produit ou autres, proposé à l'utilisateur / au membre; auquel cas



**A .** Lorsqu'il s'agit de la souscription d'un contrat autre que les contrats à distance ou hors établissement, il sera spécifié, conformément à l'article VI. 2 du code de droit économique concernant informations à fournir au consommateur dans le cadre des contrats autres que les contrats à distance ou hors établissement , les informations suivantes, reprises pour le consommateur, avant toute souscription, à savoir :

- Les principales caractéristiques du produit ou service;
- L'identité complète de l'entreprise;
- Le prix, toute taxe comprise ou, le cas échéant, le mode de calcul du prix ainsi que les frais supplémentaires le cas échéant;
- Les modalités de paiement, de livraison, d'exécution, date de livraison et les modalités de traitement des réclamations;
- L'existence de garantie légale et d'un service après-vente le cas échéant.
- La durée du contrat et en cas de reconduction tacite ou contrat indéterminée, les modalités de résiliation
- Les conditions générales de vente;
- Le fonctionnement du service ou produit proposé et autres informations importantes pour le consommateur

**B.** Lorsqu'il s'agit de contrat à distance, le consommateur doit bénéficier d'informations claires et compréhensibles et ce, conformément à l'article VI.45 du code de droit économique et principalement :

- nos coordonnées ( identité – adresse- numéro d'inscription au registre de commerce )
- Les caractéristiques du bien ou service et de son prix;
- Les frais de livraison
- Les modalités de paiement, de livraison ou d'exécution
- L'existence du droit de rétractation
- La durée de validité de l'offre, du prix et, le cas échéant la durée minimale du contrat
- Les étapes à suivre pour la conclusion du contrat.

Ces informations feront l'objet d'une confirmation par écrit ou sur support durable et comporteront également les informations portant sur :

- Les modalités d'exercice du droit de rétractation
- Le lieu de dépôt des réclamations
- Les informations relatives au service après-vente
- Les conditions de résiliation du contrat.

### **Le droit de rétractation**

Conformément à l'article VI.47 du code de droit économique, le délai de rétractation est de 14 jours prenant court:

- Pour les ventes de service, à dater de la conclusion du contrat;
- Pour les ventes de produit, à dater de la prise de possession physique du bien par le consommateur.

La décision du consommateur dans l'exercice du droit de rétractation ne doit pas être motivée et sans frais, sauf certaines exceptions.

Si l'information du droit de rétractation n'a pas été donnée au consommateur, le délai de rétractation est de 12 mois à dater de l'expiration du délai de 14 jour et ce, conformément à l'article VI.48 du code de droit économique.

---